



Demande d'allocation de sécurisation professionnelle

1 Votre état civil et situation familiale

M. Mme Nom de naissance _____
Prénom : _____
Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) : _____
Né(e) le : _____ à : _____
Nationalité : _____
 Marié(e) Partenaire PACS Concubin(e) Célibataire Veuf(ve) Séparé(e)/Divorcé(e)
Nombre d'enfant(s) à charge : _____
N° Sécurité sociale (NIR) : _____
Autre régime : _____
Avez-vous un lien de parenté avec le chef d'entreprise ? OUI NON
Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) : _____

2 Votre adresse

N° : _____ Voie : _____
(bât., esc., ...) : _____
Code postal : _____ Commune : _____ Tél. : _____
e-mail : _____ Tél. portable : _____
Acceptez-vous de recevoir de la part de Pôle emploi ? des SMS ... OUI NON des e-mails ... OUI NON

3 Domiciliation fiscale

Êtes-vous, au titre de la dernière année fiscale, domicilié(e) fiscalement à l'étranger ? OUI NON
Si oui, indiquez la date à laquelle vous avez transféré votre résidence en France ? _____

4 Précédentes demandes d'allocations chômage

Avez-vous déposé une demande d'allocations, depuis moins de 5 ans, auprès d'un site de Pôle emploi ou d'un organisme public ? OUI NON
Si OUI, quel site (ou quel organisme) ? _____
Joignez une photocopie du dernier avis de paiement ou de la notification de décision.

Les données à caractère personnel recueillies dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à votre inscription comme demandeur d'emploi, à l'étude de vos droits à l'assurance chômage, à la définition et au suivi de votre projet personnalisé d'accès à l'emploi. Ces données sont mises à disposition : des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des partenaires et prestataires de Pôle emploi, concourant à votre reclassement et à votre recherche d'emploi, soit dans un dossier dématérialisé dénommé dossier unique du demandeur d'emploi (DUDE), soit par convention de transfert de données. Elles sont communiquées à des organismes de protection sociale afin, d'une part de garantir vos droits sociaux, et d'autre part d'éviter des cumuls indus de prestations sociales. Elles font l'objet d'un rapprochement avec des données contenues dans le fichier Altarès ayant pour finalité l'agrégation et la diffusion d'annonces légales relatives à l'exercice d'un mandat social. Si vous êtes bénéficiaire du RSA, les données relatives à votre inscription sur la liste sont communiquées au président du conseil général de votre département à des fins de suivi et de contrôle de vos droits et devoirs. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre agence de Pôle emploi en application de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative aux fichiers à l'informatique et aux libertés. Votre demande peut être effectuée sur place ou par courrier en justifiant de votre identité. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte des données obligatoires.

